

PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE

Direction des libertés publiques
et de l'environnement
Bureau de la réglementation
et de l'environnement

ARRÊTÉ

Arrêté préfectoral de mise en demeure

Société PURFER
ZI Chalon Sud
23 rue Louis Alphonse Poitevin
71380 SAINT MARCEL

LE PREFET DE SAONE-ET-LOIRE

N° 2014 112.0002

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L171-6, L171-8, L172-1, L511-1, L514-5;

Vu l'arrêté préfectoral du 31 décembre 1985 modifié en date du 21 avril 2004, autorisant la société PURFER à exploiter une installation de broyage de métaux ferreux et non ferreux sur la commune de Saint Marcel (71380);

Vu l'arrêté portant renouvellement d'agrément de broyeur de ferrailles et VHU du 29 septembre 2011 modifié en date du 14 janvier 2014 (AP n°2014-014-0003);

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier du 31 mars 2014 conformément aux articles L171-6 et L514-5 du code de l'environnement;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant suite à la transmission du rapport susvisé;

Considérant que lors de la visite du 10 février 2014, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté le non-respect de certaines prescriptions préfectorales imposées à la société PURFER, notamment l'article n°3.1.4.1;

Considérant que le non-respect de certaines de ces prescriptions peut engendrer des risques de pollution des sols, sous-sols, eaux souterraines ainsi que des risques accidentels (incendie principalement) non prévus et non maîtrisés par les diverses études de dangers transmises ;

Considérant que selon les dispositions de l'article L171-8 du code de l'environnement « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine* »;

Considérant que l'exploitant a été entendu lors de cette inspection;

Sur proposition de M^{me} la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire;

ARRÊTÉ

Article 1 - Objet

La société PURFER dont le siège social est situé ZI de Chalon Sud – 23, rue Louis Alphonse Poitevin – 71380 Saint Marcel, exploitant un centre VHU et une installation de broyage à la même adresse, est mise en demeure :

- **dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté:**
 - d'éliminer les déchets qui sont présents sur les zones dédiées aux espaces verts ;
- **dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté:**
 - de refaire le revêtement dégradé des voies de circulation ainsi que les bordures ;
 - de délimiter, via un marquage au sol, les voies de circulation et les zones dédiées au stockage des déchets. Ce zonage doit être cohérent avec le plan général des installations.

Article 2 - Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L171-8 du code de l'environnement.

Article 3 - Voies et délais de recours

Conformément à l'article L514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Dijon (21000), dans les délais prévus à l'article R514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 4 - Exécution

M^{me} la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire, M. le maire de Saint Marcel, M^{me} la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la Bourgogne et M. le directeur de la société PURFER sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont copie sera adressée à M. le chef de l'unité territoriale de Saône-et-Loire de la DREAL.

Fait à Mâcon, le **22 AVR. 2014**

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale de la
Préfecture de Saône-et-Loire

Catherine SÉGUIN